

Riposte immédiate

La large victoire de la droite aux élections législatives place celle-ci au pied du mur face à des attentes de changement une nouvelle fois déçues par la gauche. L'ampleur de sa victoire ne saurait cacher qu'il s'agit une nouvelle fois d'une victoire par défaut.

C'est la sanction de la gauche, avec le décrochage accentué de l'électorat populaire, notamment ouvrier, en particulier dans l'abstention, plus que l'adhésion au projet ultralibéral de la droite, qui a permis ce résultat. Mais les attentes sociales, notamment dans le champ du travail et de l'emploi, ainsi que des contradictions massives au cœur de la crise demeurent.

La droite qui a fait du thème de la sécurité son cheval de bataille électoral veut aller vite, elle risque fort d'être ainsi la championne de l'insécurité sociale : Baisse indifférenciée des impôts profitant aux plus riches, réduisant les moyens publics et alimentant encore les placements financiers, nouvelles privatisations (il est déjà question d'Air France, de GDF, de la SNECMA...), relance des restructurations et des licenciements, augmentation des cotisations sociales des salariés, mise en cause des 37,5 annuités ouvrant le droit à la retraite des salariés, restriction du droit de grève dans les services publics. Les dossiers sont ouverts. Les grands patrons présentent leurs exigences .

*“Pour le monde du travail,
c'est donc l'heure...
de la construction d'une
alternative radicale nouvelle”*

Les marchés financiers, la BCE et l'Union européenne font pression pour que les réformes structurelles telles que l'introduction des fonds de pension pour financer les retraites, la flexibilité du marché du travail, l'ouverture à la concurrence des services publics, soient accélérées. Mais ce n'est pas avec une politique inspirée par le MEDEF et entièrement guidée par l'objectif de dégager de nouvelles marges de rentabilité financière qu'elle va satisfaire ces attentes et ouvrir la voie d'une croissance saine.

Pour le monde du travail, c'est donc l'heure de la résistance, de la promotion dans la lutte de propositions alternatives pour marquer des points, de la construction d'une alternative radicale nouvelle qui soit autre chose qu'une nouvelle alternance dominée par la politique sociale-libérale.

Le maintien d'un groupe communiste à l'Assemblée nationale, événement marquant du 2ème tour des élections

législatives, est un atout sur lequel les salariés vont pouvoir compter et un point d'appui pour faire obstacle à une dangereuse bipolarisation.

Après les législatives, c'est ainsi une nouvelle période politique qui s'ouvre. Cependant, les questions posées aux forces politiques et aux citoyens par les résultats du 21 avril ne sont pas effacées par ceux des législatives.

Avec des dimensions nationales spécifiques, ces résultats s'inscrivent dans un contexte européen et mondial, avec des précédents et déjà des suites.

Leurs fondements ne sont pas circonstanciels : ils s'enracinent, sur fond de mutation historique de la société et du monde dans plusieurs décennies de crise sociale et économique, d'exacerbation de la domination des marchés financiers, de déceptions successivement causées par la droite et par la gauche, débouchant sur une grave crise de perspective.

Les réponses portées par une social-démocratie en mutation sociale-libérale sont partout en échec.

La droite revient. Mais comment son projet ultra-libéral répondrait-il mieux à la souffrance sociale et aux attentes ?

L'extrême droite est à l'affût, en position de recours. Le danger n'est plus seulement virtuel.

Echec du social-libéralisme, crise des politiques libérales, besoin d'alternative

En réalité, ce sont toutes les politiques libérales, avec leur hégémonie renforcée, qui sont en crise.

Sous domination des Etats-Unis, et guidée par les exigences de rentabilité boursière, la mondialisation fait des ravages, déstructure partout le travail, les individus, les sociétés. Elle fabrique, avec la misère et l'humiliation de milliards d'êtres humains, le terreau de luttes porteuses d'espoir, mais aussi des pires menaces. Les Etats-Unis cherchent à utiliser le besoin de riposte à ces menaces pour renforcer leur hégémonie impérialiste et l'agressivité de leur domination sur tous les plans.

Les recherches de solutions capitalistes, si elles visent de nouvelles élévations de la rentabilité financière, s'avèrent impuissantes à rétablir stabilité, sécurité et croissance saine.

Partout l'investissement reste déprimé et le rebond de croissance américaine s'avère beaucoup plus contradictoire, fragile et limité qu'annoncé. Et l'Europe, qui pourrait jouer un rôle nouveau, bride elle-même sa croissance et sa capacité d'avancée sociale, dès lors qu'elle reste, sous l'égide de la droite, comme sous celle des politiques sociales-libérales, enfermée dans le carcan actuel : le soutien à la rentabilité boursière par la baisse des dépenses

te et alternative

publiques et des impôts, la libéralisation des services publics, l'incitation aux bas salaires et la précarisation de l'emploi, avec une politique monétaire subordonnée aux marchés financiers, de guerre économique et non de coopération et de progrès social.

Cette impasse ouvre un champ à une alternative de progrès social, mais aussi, à défaut, aux pires régressions.

Car, contradictoirement, la contestation du capitalisme grandit ; elle compte, mais elle est en situation de faiblesse en terme de représentation et de projet politique.

Qu'est-ce qui va émerger ? Un projet réellement transformateur ou des options marquées par le social-libéralisme dont les forces sont très actives dans ce champ ? L'enjeu est majeur.

La France du 21 avril concentre, avec ses particularités, tous ces ingrédients. Elle se distingue cependant, par l'ampleur de la mobilisation populaire face à l'extrême-droite.

Le défi concerne toutes les forces politiques.

Il concerne chaque citoyen.

Besoin d'alternative et question communiste

Ici prend son importance la question communiste. Une alternative au capitalisme peut-elle être proposée et rassembler ? Comment construire un rassemblement populaire moderne, une union nouvelle à gauche, mais dégagée de l'hégémonie des options sociales-libérales ? Y-a-il besoin d'un Parti communiste organisé pour cela ?

Cette question ne concerne pas seulement les commu-



nistes, qui doivent y répondre. Elle concerne toutes celles et ceux qui pensent l'avenir de la société et du monde en termes de changements révolutionnaires, anticapitalistes, d'émancipation de toutes les dominations sociales.

Ramené à 3,4% aux élections présidentielles, le Parti communiste est-il voué à disparaître ? A devenir un élément d'une nouvelle formation politique ? Ne garde-t-il pas plutôt des atouts utiles, indispensables à la construction du projet et du rassemblement nécessaires ?

“...les bases d'avenir du parti révolutionnaire moderne qu'a vocation à être le PCF...”

Certes il semble bien qu'il paie au prix fort le flou identitaire qui l'entoure dans la conscience de l'opinion, sa difficulté, exacerbée depuis 1997, à porter les idées les plus novatrices de son projet, comme la Sécurité d'emploi et de formation, à échapper à l'hégémonie des options sociales-libérales prédominantes au PS, à identifier une perspective réellement alternative ; ainsi qu'une trop longue période de coupure avec le monde du travail.

Pour autant des acquis existent ; les acquis de toute une histoire, ceux d'un processus contradictoire mais réel de renouvellement, ceux de l'élaboration des éléments d'un projet, ceux d'un potentiel et d'une expérience militants, dispersés, cruellement affaiblis, mais largement capables de se ré-unir ; un ancrage électoral qu'il serait absurde de gâcher.

Est présent aussi, en creux dans la crise politique, en relief dans les mobilisations sociales, dans le monde du travail tel qu'il est aujourd'hui, dans la jeunesse, en Europe et dans le monde, le besoin de perspective réellement formatrice, le besoin d'émergence d'une conscience collective de classe, le besoin de construire face à tout ce qui divise l'unité du salariat.

Ne peut-on voir là les bases d'avenir du parti révolutionnaire moderne qu'a vocation à être le PCF, un parti liant inséparablement, et en toutes circonstances, contestation radicale, dans l'action, du capitalisme en crise avec la domination exacerbée des marchés et capitaux financiers et construction dans l'action d'une perspective unitaire s'attaquant à cette domination pour des transformations profondes de dépassement ? ■

Nicolas Marchand,
membre du comité exécutif du PCF